

LE FORUM D'ALGER CÉLÈBRE LE CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Rêver est encore possible, même si...

Rêver est encore possible, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale. Il est encore possible de rêver d'une autre Algérie, plus juste, plus confiante et plus sereine et où la jeunesse assume son destin comme celle qui est montée au maquis.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le rêve est possible, peut-être, pour les moudjahidine et moudjahidate, les personnalités de la société civile, les chefs d'entreprises mais aussi pour les quelques étudiants et lycéens qui ont participé, samedi dernier à l'hôtel Hilton à une session spéciale du Forum d'Alger. Organisée à l'initiative du cabinet

de consulting stratégique Emergy, cette session a été consacrée au thème : «50 années d'indépendance. Quels rêves avons-nous réalisés ? Quel futur rêver pour l'Algérie ? Vouée à projeter dans le futur la symbolique patriotique novembriste», cette session a vu la participation de militants du mouvement national et de la Fédération de France

du FLN dont Brahim Chergui, Mohamed Ghaffir alias Moh Clichy et M^{me} Akila Ouared, outre plusieurs moudjahidate dont Yamina Charrad.

Ont également participé à cette rencontre, l'ancien président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Omar Ramdane, le président du conseil national consultatif de promotion de la Pme, Zaïm Bensaci, le militant et spécialiste en télécommunication, Ahmed Hamoui, Mohamed Maouche de la glorieuse équipe du FLN ainsi que l'ancienne égé-

rie du handball national, Aziz Derouaz, et des experts en énergie dont l'ancien P-dg de Sonatrach et ancien ministre des Ressources en eau, Abdelmadjid Attar.

Au-delà de l'évocation de certains parcours personnels, avant et après l'indépendance, cette rencontre a été marquée, certes, par l'expression de doutes, de sentiments désabusés, mais aussi par une confiance affirmée dans la capacité de la jeunesse algérienne à prendre le relais et à aller toujours de l'avant.

A charge cependant que la société puisse retrouver ses repères perdus, voire recouvrer les libertés censées confisquées, d'inculquer de nouvelles valeurs et de rétablir la légitimité de l'ambition et du travail.

Comme il s'agit d'œuvrer à développer une vision d'avenir, un autre projet de société et d'autres rêves ou utopies à même de pouvoir mobiliser la société, et en somme, consolider la confiance intra-sociétale. Un rêve à rêver, pourquoi pas !

C. B.

SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE

Un forum pour dire non au colonialisme

Les pays africains élèvent la voix pour contester le retour du colonialisme sous toutes ses formes dans le continent. Réunis, hier, à Alger, les pays du continent s'organisent pour rejeter toute forme d'intervention militaire étrangère.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La célébration du cinquantenaire de l'indépendance se poursuit. Pour l'occasion, le Collectif algérien de la société civile, membre du Front citoyen africain pour la démocratie et contre le retour du colonialisme en Afrique, a décidé de célébrer l'événement à sa manière. Le Collectif, en partenariat avec d'autres sociétés civiles des pays africains, organise, depuis hier et pendant deux jours, à Alger, une conférence panafricaine pour dire «halte au colonialisme», et dont l'objectif est de mettre en place une stratégie urgente pour lutter contre le retour du colonialisme.

Les initiateurs de cette conférence estiment que les situations et les tentatives de déstabilisation qui guettent le continent «doivent nous interpeller pour agir et protéger le continent». Lors de leurs interventions, les nombreuses personnalités africaines ont établi un seul constat : «Le continent africain n'a toujours pas réussi à arracher totalement sa souveraineté.» Le colonialisme, alertent-ils, est de retour sous une forme ou une autre, «sous prétexte de pseudo-entraides humanitaires ou d'interventions militaires».

Le but est, cependant, le même : spolier ces pays de leurs richesses naturelles. Selon un membre du Collectif algérien de la société civile, «les pays africains qui possèdent leurs propres élites et hommes politiques sont capables de se gérer eux-mêmes. Nous pouvons prendre d'une façon déterminée notre destin en main, et ce n'est pas à ces pseudo-compétences venues de l'étranger

de le faire à notre place dans le seul but de nous déposséder de nos richesses».

Et de poursuivre : «Le concept d'intervention étrangère est inacceptable pour ces pays qui se sont battus pour leur indépendance». Une ancienne ministre de la Culture du Mali a indiqué que «le continent est toujours sous tutelle du FMI et de la Banque mondiale». Or, souligne-t-elle, «en termes de démocratie, nous sommes également porteurs d'alternatives». De son côté, l'ancien ambassadeur des îles Comores en Algérie a soulevé le problème de la monnaie. «Nous ne pouvons parler d'une souveraineté totale tant que nous continuons à utiliser une monnaie d'une puissance étrangère», a-t-il souligné. Au terme des travaux de cette conférence, une déclaration sera adoptée par les participants en vue de consolider le Front africain pour la démocratie et contre le retour du colonialisme en Afrique.

S. A.

LE PROCÈS DE L'AFFAIRE DU VOL D'ARMES AU COMMISSARIAT CENTRAL D'ALGER ROUVERT HIER

La négligence obsède le juge

Le climatiseur de la salle d'audience est tombé en panne et on aurait suffoqué, hier, à la cour d'Alger, n'étaient-ce l'humour et la répartie du président de l'audience, le juge Brahim Kharrabi, qui menait le procès de l'une des plus graves affaires ayant éclaboussé la Sûreté nationale.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Quatorze accusés ont été auditionnés par le juge et ses deux assesseurs. Une question l'obsédait : «Qu'est-ce qui vous empêche d'inventorier les armes individuelles qui transitaient par l'armurerie ?» 200 armes par jour, en moyenne, à en croire l'un des accusés. Aucune réponse ne l'a convaincu. Y compris celles des policiers gradés cités dans cette affaire : deux commissaires principaux ayant occupé la fonction d'adjoint du chef de Sûreté d'Alger et chef de service de l'administration générale. «Le recueil des dispositions réglementaires ne le prévoit pas», s'accordaient-ils à dire. «Mais ce ne sont pas des œufs, ce sont des armes ! Comment se fait-il que vous avez des armes dans le dépôt et vous vous permettez de ne les enregistrer sur aucun document ?», s'offusquait le juge.

L'affaire a éclaté fin octobre 2007 lorsqu'un policier qui était en congé de maladie est venu récupérer son arme déposée en août de la même année. L'arme avait disparu. L'enquête diligentée pour «traquer» ce «PA» a révélé un réseau de policiers qui puisaient des armes dans l'armurerie du commissariat et les revendaient à des «commerçants». 31 armes en tout, tous calibres confondus, ont disparu du dépôt. Des armes qui ont été ou récupérées dans le cadre de la lutte antiterroriste durant les années 1990 ou enregistrées aux noms de policiers ayant



Photo : Samir Sid

quitté la police ou sont partis à la retraite. Des armes qui n'étaient pas inventoriées. Et que personne, à la passation des consignes, ne se posait la question d'où venaient-elles.

L'affaire a été jugée une première fois par la même juridiction avant que le parquet et les avocats des mis en cause ne fassent cassation. La Cour suprême l'a renvoyée devant le tribunal criminel. Le procès a été ouvert hier.

Cinq accusés, qui ont été condamnés déjà à des peines allant de 4 à 7 ans de réclusion criminelle et séjournaient en prison, avaient reconnu les faits pendant les différentes étapes de la procédure pénale. Ils les ont reconnus encore une fois hier à l'ouverture du procès. A l'exception de Nacer

Yousni qui a tout nié en bloc et a cité un parent à lui, transporteur de son état, dont «un litige sur un lot de terrain les opposait et qui aurait soudoyé les policiers pour l'inculper». Une assertion qui n'a pas convaincu le juge outre mesure. Les policiers avaient saisi l'aune des armes disparues de l'armurerie du commissariat central et qui était en sa possession. L'accusé principal, par ailleurs, est Maâmar Felti (43 ans), magasinier dans l'armurerie. Il a eu à subtiliser à lui seul 25 armes, selon l'arrêt de renvoi. Il a reconnu sa culpabilité dans le vol de quatre armes : un fusil de chasse, un fusil à pompe et deux PA. Son intermédiaire est Toufik Yahia, 33 ans, un fonctionnaire n'ayant exercé que durant trois mois dans l'institution. Néanmoins, il habite le boulevard Amirouche, en face du commissariat central, et Maâmar Felti le connaissait depuis sa tendre enfance. «Il me faisait traverser la route quand j'étais petit», dira-t-il au juge. Ses clients : un importateur de produits alimentaires de Tizi-Ouzou, Idir Larbas, décédé avant la réouverture du procès. Ce monsieur lui avait acheté le fusil à pompe. L'autre client, un entrepreneur, de la même ville, ayant fait la connaissance de Yahia chez Larbas. Il a acheté trois PA. «Mes chantiers se trouvent dans des contrées isolées et j'ai acheté ces armes pour me défendre. Une pour moi et les deux autres pour des employés de mon entreprise. Mais je ne savais pas qu'elles étaient volées. On m'a dit que ces armes ont été saisies au port d'Alger et la police les vendait à des particuliers. On m'a même promis de me délivrer des papiers pour ces armes.» A l'heure où nous mettons sous presse, le réquisitoire du représentant du ministère public et les plaidoiries des avocats n'ont pas encore commencé.

L. H.

EL TARF

La grève des boulangers largement suivie

Les boulangers affiliés à l'Union des boulangers de la wilaya d'El Tarf, activant sous l'égide de l'Union générale des commerçants et artisans (UGCA), ont entamé, depuis hier, une grève de deux jours, à savoir les 8 et 9 du mois en cours, pour attirer l'attention des autorités locales sur leur situation déplorable, difficile et aux finances catastrophiques.

Dans un communiqué dont nous détenons une copie, les 64 boulangers qui se sont réunis, hier, au siège de l'UGCA de la wilaya, revendiquent, à l'unanimité, entre autres «l'augmentation du prix de la baguette de pain qui est actuellement de 7,50 DA, la révision de l'augmentation ayant touché les intrants et matières premières qui entrent dans la production du pain, la révision à la baisse des prix du gaz et de l'électricité qui connaissent des augmentations constantes, le manque d'une main-d'œuvre qualifiée et l'augmentation des salaires des ouvriers boulangers, les coupures récurrentes de l'électricité et leurs incidences sur la constance et la qualité du produit fourni, et les dépassements constatés de la part de certains fonctionnaires de la Direction du commerce vis-à-vis des grévistes».

Dans le même communiqué, le président de l'Union des boulangers estime que «la grève a atteint un taux de suivi de 99% avec le maintien d'un service minimum de prestations en direction des hôpitaux et des services de sécurité. En ce sens, ce sont trois boulangeries qui fonctionnent à travers tout le territoire de la wilaya».

Cependant, les 64 gérants des boulangeries en grève menacent, dans le cas où leurs revendications et doléances ne sont pas prises en charge par les autorités locales ainsi que la cessation immédiate des menaces proférées par les agents de la Direction du commerce, d'entrer dans une autre grève ouverte.

Il est à noter qu'au niveau de la ville d'El Tarf, les restaurateurs ont baissé rideau, et toutes les boulangeries sont fermées. La ville déclarée zone morte donnerait beaucoup plus l'apparence et l'impression d'un jour férié, tant l'activité commerciale et économique, en général, tournait au ralenti.

Daoud Allam